

---

parfaitement compte que, sans eux, la CICS n'aurait probablement pas eu même une faible chance de se révéler efficace.

Mais ne croyez pas que cet effort gigantesque ait été fourni en vain. Tout insatisfaisante que soit la situation actuelle à nos yeux, elle constitue néanmoins une amélioration sensible par rapport à l'état des négociations avant le 28 janvier. Dans les deux camps, les prisonniers de guerre sont libérés. Bientôt, les dernières troupes américaines auront quitté le Vietnam. La CICS n'aura pas été étrangère à ces progrès; qui plus est, elle n'aurait fait que constituer le cadre qui les a rendus possibles qu'elle trouverait là sa pleine justification.

Comme vous le voyez, l'attitude canadienne en est une de prudence, mais de prudence responsable. Nous n'oublions pas que nous sommes comptables à la fois devant le peuple canadien, qui s'opposerait à des engagements téméraires et irréalistes de notre part, et devant la communauté internationale, qui souhaite ardemment la fin des effusions de sang.

En guise de conclusion, j'aimerais souligner que nous n'avons jamais eu pour mission de rétablir la paix au Vietnam. Cela incombe aux Vietnamiens eux-mêmes. D'autres ont tenté, sans beaucoup de succès, de le faire à leur place. Nous n'entretenons pas de telles ambitions. Nous estimions à l'origine qu'en acceptant, à la demande des belligérants, de participer à la CICS, nous appuierions la première phase du cessez-le-feu, tout imparfait qu'il soit. C'est fait. Nous devons maintenant décider jusqu'où ira notre engagement. Voilà précisément en quoi consistait ma tâche des dernières semaines: fournir à la population canadienne, au Parlement et au Gouvernement les renseignements les plus complets possibles sur la situation, afin de les rendre aptes à prendre à ce sujet une décision éclairée.